



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WASHINGTON WALL STREET WATCH

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

N° 2022-12 – le 24 mars 2022

SOMMAIRE

Conjoncture

- Les demandes d'inscriptions à l'assurance chômage reculent au plus bas historique

Politiques macroéconomiques

- Les responsables de la Fed réaffirment leur engagement à assurer la stabilité des prix

Services financiers

- La SEC propose des exigences de transparence des sociétés cotées en matière climatique

Brèves

CONJONCTURE

Les demandes d'inscriptions à l'assurance chômage reculent au plus bas historique

Pour la semaine 14 au 18 mars, le département du Travail [annonce](#) avoir recueilli 187 000 nouvelles demandes d'allocations chômage (-28 000 par

rapport à la semaine d'avant), soit au plus bas depuis septembre 1969 (182 000 inscriptions), en-deçà des attentes du marché (211 000). Cette publication souligne d'importantes tensions sur le marché du travail américain, caractérisé par des difficultés de recrutements.

POLITIQUES MACROECONOMIQUES

Les responsables de la Fed réaffirment leur engagement à assurer la stabilité des prix

De nombreux responsables de la Fed ont durci leur discours sur la politique monétaire, évoquant la possibilité d'une remontée des taux plus agressive. Ces interventions font suite à la réunion du comité de politique monétaire de la Fed (FOMC) des 15 et 16 mars, à l'issue de laquelle la Fed a relevé, une première fois, de 25 points de base sa fourchette-cible des taux *fed funds*, la portant à [0,25 %-0,5 %].

Plusieurs membres du FOMC, dont James [Bullard](#) (Fed de Saint Louis), Loretta [Mester](#) (Cleveland), Christopher [Waller](#) (gouverneur), ont indiqué qu'une hausse de plus de 25 points de base serait appropriée pour limiter la hausse de l'inflation. Le président de la Fed, Jerome [Powell](#), s'est également montré favorable à une accélération de la normalisation de la politique monétaire, tout en assurant qu'elle pourrait se faire en douceur (*soft landing*). Toutefois, d'autres membres, comme Thomas [Barkin](#) (Richmond), Raphael [Bostic](#) (Atlanta) et Neel [Kashkari](#) (Minneapolis) ont mis en garde contre le risque d'une sur-réaction qui pourrait perturber la trajectoire de reprise économique, notamment

dans un contexte particulièrement incertain en raison de la guerre russo-ukrainienne.

En réponse à ces interventions, selon le CME Group, l'une des principales bourses d'échange de titres, l'[analyse](#) des données de contrats à terme indique que les marchés s'attendraient à une hausse des taux *fed funds* de 50 points de base à l'issue des réunions du FOMC

de mai et de juin, la probabilité s'établissant le 24 mars à 71 % et 66 % respectivement.

Les rendements des obligations d'État américaines (*Treasuries*) à 2 ans et 10 ans ont fortement rebondi, passant respectivement de 1,4 % à 2,1 % et de 1,7 % à 2,3 % depuis début mars.

SERVICES FINANCIERS

La SEC propose des exigences de transparence des sociétés cotées en matière climatique

La Securities and Exchange Commission (SEC), le régulateur américain des marchés financiers, a [publié](#) le 21 mars une proposition de règle imposant aux sociétés cotées des exigences de transparence en matière de risque climatique et d'émissions de gaz à effet de serre.

D'une part, les sociétés devront publier des informations sur les risques climatiques significatifs (« *material* »), au sens de la [jurisprudence](#) de la Cour suprême, pour leurs activités et leurs résultats financiers. Elles devront exposer en détail les stratégies mises en place pour évaluer et maîtriser ces risques.

D'autre part, les sociétés devront rendre publiques leurs émissions de gaz à effet de serre directes (scope 1) et résultant de leur consommation d'énergie (scope 2), en détaillant les gaz concernés, en fournissant leur total en équivalent CO₂ et en les présentant en termes absolus (sans prise en compte des compensations). À l'exception des petites entreprises, les sociétés devront aussi publier les émissions résultant des activités en amont et en aval de leur chaîne de valeur (scope 3), dès lors que celles-ci sont significatives ou si l'entreprise s'est fixée un objectif d'émission couvrant les émissions de scope 3. Les entreprises ayant exprimé publiquement des objectifs liés au

climat devront également préciser le champ des activités couvertes par ces objectifs, les moyens envisagés pour les atteindre, les objectifs intermédiaires et les indicateurs permettant de suivre la progression vers ces objectifs.

Ces informations devront figurer notamment dans les rapports annuels réglementés (« Form 10-K »). Les plus grandes entreprises devront en outre publier une attestation d'un prestataire indépendant couvrant au minimum les émissions de scopes 1 et 2. La publication des émissions de scope 3 fera l'objet d'un « *safe harbor* » protégeant la responsabilité de l'entreprise en cas d'information erronée.

La proposition a été adoptée par un vote de 3 voix contre 1 (opposition de la commissaire républicaine Hester Pierce, qui a [dénoncé](#) des règles trop exigeantes et trop complexes). Plusieurs réactions d'opposition se sont déjà manifestées. [Pat Toomey](#), chef de file des Républicains à la commission des affaires bancaires du Sénat, a critiqué la proposition en accusant la SEC d'outrepasser son mandat. L'US Chamber of Commerce a [dénoncé](#) le caractère trop prescriptif des exigences. À l'inverse, la secrétaire au Trésor [Janet Yellen](#) et plusieurs élus [démocrates](#) ont vivement salué la proposition.

La proposition de règle est mise en consultation pour une période de 60 jours. Elle prévoit par ailleurs un calendrier d'application des nouvelles exigences étalé jusqu'en 2028 et différencié en fonction de la taille des entreprises.

BREVES

- Selon une [étude](#) de la Fed de Dallas, l'invasion de l'Ukraine par la Russie aurait diminué la production de pétrole de 3 millions de barils par jour (3% de la production journalière mondiale), représentant l'un des plus grands chocs d'offre négatif depuis les années 1970. Les auteurs concluent que (i) ce choc pourrait favoriser la transition énergétique en réduisant la part de l'énergie fossile; (ii) les pressions inflationnistes liées à la hausse des prix des matières premières et aux sanctions économiques contre la Russie devraient être présentes tout au long de 2022; et (iii) la récession mondiale serait inévitable en cas de maintien des sanctions contre la Russie en 2022.
- La Fed de Chicago a publié le 22 mars un [article](#) de recherche soulignant la forte interconnexion de l'évolution des prix de différents crypto-actifs. L'étude montre des corrélations comprises entre 86% et 97 % pour les crypto-actifs les plus échangés, tels que le Bitcoin ou l'Ethereum. Le Bitcoin est considéré comme le crypto-actif ayant le plus d'effet d'entraînement sur le prix des autres crypto-actifs.
- Goldman Sachs, 5^{ème} banque américaine par la taille du bilan, et Galaxy Digital, société spécialisée dans les crypto-actifs, ont [annoncé](#) le 21 mars avoir réalisé une transaction de gré-à-gré portant sur un dérivé du Bitcoin (une *non-deliverable option*, qui prévoit un transfert de liquidités – et non du sous-jacent – à l'échéance de l'option). Il s'agit de la première transaction de gré-à-gré sur ce type d'instrument réalisée par une grande banque américaine.
- L'agence de notation Standard & Poor's (S&P) a [annoncé](#) le 21 mars l'arrêt de toutes ses notations de crédit concernant des émetteurs établis en Russie, en conséquence de la crise ukrainienne et des sanctions prises par l'Union européenne contre la Russie.
- Nellie Liang, sous-secrétaire au Trésor pour les services financiers intérieurs (*domestic finance*), a rappelé dans un [discours](#) les recommandations du groupe de travail présidentiel sur les marchés financiers pour définir par la loi un encadrement des stablecoins, crypto-actifs indexés sur des monnaies ayant cours légal. Elle a indiqué que les discussions se poursuivaient avec le Congrès et que de premières pistes de consensus commençaient à se dégager.
- Thomas DiNapoli, directeur du département d'audit de l'État de New York (New York State Comptroller), a [indiqué](#) le 23 mars que les bonus versés dans l'industrie financière de New York avaient enregistré une augmentation de 20 % en 2021, pour atteindre 257 500 USD en moyenne. Les bonus avaient déjà enregistré une hausse d'environ 20 % en 2020, malgré la situation économique dégradée.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique pour les États-Unis
Rédacteurs : Dominique Chaubon, Raphaël Lee, Thibaut Houriez, Galina Natchev
Revu par : May Gicquel
Pour s'abonner : afws@dgtresor.gouv.fr
Crédits photo : @Pexels